

ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE)

REDACTION, ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél.: CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR.

Non à l'Europe guerrière de la C.E.D.

LES TRAVAILLEURS FERONT L'EUROPE SOCIALISTE

DEVENU le seul premier ministre stable de l'Europe atlantique, le chancelier Adenauer s'est attelé à ses grandes tâches qui sont toutes de donner à l'impérialisme allemand les moyens politiques du retour à sa suprématie en Europe. Aussi évidemment que soit la victoire électorale d'Adenauer, ses lendemains ne sont pas absolument garantis et, en même temps que la bourgeoisie allemande, quoique plus lentement, le prolétariat se relève politiquement et il est très loin d'avoir dit son dernier mot en Allemagne. Pour l'instant, toutefois, Adenauer profite de son succès. Son premier pas doit être maintenant la constitution de la Communauté Européenne de Défense qui lui donnera cette armée, brevée « démocratique », à qui il a déjà fixé sa tâche: la reconquête de l'Allemagne orientale. Rien ne le gêne — à Rome hier, à La Haye demain — pour exiger que ses collègues français, italiens et « bédouins » s'alignent vite, sans réticences et conditions sur ses plans de C.E.D. Si l'armée européenne ne se fait pas, personne ne pourra lui refuser une Wehrmacht autonome. Les grèves de France et d'Italie ont été le dernier coup de pouce qui a déplacé les rapports des États européens avec les U.S.A. L'Allemagne est désormais l'alliée puissante, l'Espagne franquiste devient la brillante seconde, non suspecte aux yeux de Mac-Carthy, la France et l'Italie sont les vaincus sans crédit. Bien que les représentants allemands à l'Assemblée consultative européenne de Strasbourg se soient un peu trop vite précipités dans l'enthousiasme de leur triomphe, et qu'ils aient dû battre en retraite légèrement, il ne fait pas de doute que l'impérialisme français devra rendre la Sarre et s'estimer heureux si on lui ménage quelques satisfactions d'amour propre. L'étape diplomatique qui commence maintenant en Europe est décisive. Si les parlements fran-

çais et italiens acceptent la C.E.D., il n'y aura plus de retour en arrière possible, et seule la révolution dénouera l'inféodation atlantique des États. Économies et politiques connaîtront dans l'Europe atlantique la loi et le contrôle du plus puissant et du plus belléciste, c'est-à-dire de l'Allemagne, lieutenant européen des États-Unis. Ce régime que refuse l'Angleterre, la bourgeoisie française hésite à s'y engager. Ce qu'il y a de plus clairvoyant dans la bourgeoisie française et qui est surtout, d'ailleurs, ce qu'il y a de plus réactionnaire, refuse de se jeter aveuglément dans un statut quasi colonial. Ainsi Paul Reynaud qui veut en finir avec la guerre d'Indochine et pense « faisons le geste de laisser tomber, les Américains se débrouilleront pour faire la relève puisque cette affaire les concerne autant que nous et qu'ils ont plus de moyens » — il veut concentrer les forces pour sauver ce qui reste de la puissance française. Ainsi les parties constituantes de feu-le-RPF. Ainsi les représentants radicaux des industriels qui ne veulent pas voir leurs usines ruinées avant d'être détruites. Ceci explique l'énergie inhabituelle des débats du congrès radical en fait de politique étrangère. L'allié atlantique de la bourgeoisie — agents de banquiers, et politiciens, laquais de Wall Street — se voit menacé d'être en minorité au Parlement. Guy Mollet est venu à leur secours pour le plus grand soulagement de M. Laniel. Le leader socialiste — qui fut celui de la gauche — a tenu à Strasbourg un langage si honteux que « Le Populaire » en a saisi les pires phrases dans son compte rendu, qu'il n'a rétabli que deux jours après, non pouvant faire autrement, vu le bruit soulevé. Gérant loyal, non plus seulement de sa bourgeoisie nationale — comme feu Blum — mais de la bourgeoisie mondiale toute entière, Guy Mollet a promis M. DELOBEL. (Suite page 3).

Guerre et négociations EN TUNISIE

DES véritables opérations de guerre, accompagnées d'exécutions sommaires et des habituels exactions et pillages se déroulent en Tunisie avec le silence complice de la grande presse. Cependant, le peuple tunisien tient magnifiquement, en face de l'impérialisme déchaîné, que l'impérialisme possède toutes les extrémités. Appliquant le mot d'ordre de Bourguiba, « le blocage obstinément toutes les issues », et l'impérialisme, s'il veut tenter la conciliation et éviter la guerre ouverte, devra reculer. Aux coups de force politiques il a répondu par les grandes grèves des mois passés. Au terrorisme des colons et des policiers, il a répondu par le contre-terrorisme. A la guerre, il répond maintenant les armes à la main, car déjà on parle de rencontre entre les forces de police et des groupes armés. Ainsi la politique des ultras porte tous ses fruits et l'épreuve de force qu'ils ont tentée tourne à leur confusion, l'ordre qu'ils rêvaient d'imposer par Garbay et ses légionnaires pour pouvoir en paix exploiter le pays et ses habitants aboutit à la pire confusion qui compromet les profits et rend dangereux les douces sinécures. Cependant le sinistre Hautecombe étant parti, Volzard arrive la bouche en cœur, pleine de paroles aimables à l'adresse du Bey. Que fera-t-il ? ouvrira-t-il les camps de concentration et les prisons pour y enfermer les assassins de Ferhat Hached ? Rendra-t-il le pouvoir au Bey, les libérera au peuple et finalement la Tunisie aux Tunisiens ? Ce serait une grande naïveté de le croire. Tout au plus pourra-t-il tenter une opération politique de diversion qui lui permettra de durer quelques mois et fera long feu comme les autres. Car nous sommes parvenus à un point où le peuple tunisien a pris conscience de sa force politique et de sa cohésion, où les faux semblants et la poudre aux yeux ne l'illusionnent plus; où les souffrances accumulées ont créé entre lui et ceux qui l'ont trompé et frappé plus durement peut-être qu'il n'avait jamais fait, cette impasse de la politique française qui n'a plus comme alternative qu'une capitulation ou l'aggravation de la guerre qui compromet à son tour les intérêts du colonialisme. Une situation semblable se développe et se développera dans les mois à venir au Maroc et s'effondreront alors les mythes laborieusement forgés pour tromper l'opinion française. Tandis que s'usent ainsi les forces de l'impérialisme et que se dégrade partout l'édifice colonial, les travailleurs français doivent inscrire à leur programme d'action la libération des (Suite en page 4).



A L'ÉCOLE DE MAC-CARTHY

LE gouvernement des USA a confié au sénateur Mac-Carthy le soin de poursuivre une vaste enquête policière sur le « loyalisme » des fonctionnaires américains. L'épuration pour mobiles politiques, la « chasse aux sorcières » s'intensifie dans le cadre de la préparation à la guerre. Et, à voir les efforts déployés par le gouvernement américain pour étendre ces méthodes d'intimidation aux fonctionnaires travaillant dans les organismes de l'ONU et de l'UNESCO on comprend l'importance qu'il attache à ces mesures fascistes. Aussi, le gouvernement Laniel a-t-il décidé, lui aussi, de passer à l'application du Mac-Carthyisme sous la pression directe du gouvernement des USA. C'est donner à Washington une satisfaction à bon compte. Le nombre des illégalités et des atteintes au statut des fonctionnaires est déjà grand. Une première mesure — parfaitement illégale a interdit à Yves Bareil et à Hilaire Fortuné de se présenter au concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration, alors qu'ils avaient rempli toutes les for-

malités pour cela. Bien plus, Hilaire Fortuné, maître de cours complémentaires à La Martinique avait été reçu précédemment au pré-concours. Le motif invoqué: ces deux candidats sont communistes. La même mesure est prise contre un certain Bessajou, boursier d'État, qui n'est membre d'aucun parti. Ici un racisme répugnant et habituel apparaît donc clairement comme étant le seul véritable prétexte. Au moins aussi graves sont les exclusions du Centre National de la Recherche Scientifique qui ont été prononcées contre MM. Lefebvre, Vacher, Barbaron, Bloch, Mme Marguerite Voizard. Le seul motif invoqué contre ces chercheurs, dont le travail n'est nullement mis en cause, est leur appartenance au PCF. Dans le Lot-et-Garonne, un jeune homme, dans la Corrèze, plusieurs candidats ont été exclus de concours organisés par les PTT, leurs parents étant « soupçonnés » d'être communistes. La présidence du conseil fait savoir qu'elle « est décidée à n'accepter aucun candidat communiste au concours de l'École Nationale d'Administration », tandis que le gouvernement décide d'augmenter le pouvoir des préfets en leur donnant le droit de suspendre les fonctionnaires. Le sens de cette répression anti-ouvrière et anti-démocratique est si clair que Jules Moch a fait connaître sa protestation. C'est que tous les militants et partis ouvriers sont visés par ces mesures qui ne font que compléter et prolonger les sanctions qui frappent les courages grévistes d'aut. Mais cette précipitation et cette rage de la bourgeoisie française, aussi grandes que fut intense sa panique de cet été, ne sont pas un signe de force; là encore, la désunion des forces ouvrières est son meilleur atout. Pourtant, demain, les socialistes, si quoique n'approuvera pas inconditionnellement la politique gouvernementale, subiront la répression si une protestation énergique n'est pas élevée par toutes les organisations ouvrières (protestation à l'image de celle qui a réuni les différentes tentatives de mouvement ouvrier de l'Ardèche contre le bon plaisir de M. Ribeyre). La seule protestation qui puisse être efficace — la grève générale d'aut — nous la proposons. C'est la lutte unie des travailleurs et de leurs organisations contre une bourgeoisie dont les tentatives d'instauration d'État fort ne pèseront pas lourd. M. G.

Franco fête son succès

Franco ne remporte jamais de succès diplomatique sans le célébrer de quelques sacrifices humains. C'est la méthode de ce chrétien dans la tradition de l'Inquisition. Or, il vient de remporter une victoire. Bien sûr, les accords hispano-américains coûteront très cher au peuple espagnol, bien sûr ils constituent le dernier abandon de cette indépendance politique nationale dont Franco faisait le principe de son régime, mais il a fait le pas le plus décisif vers l'entrée dans la communauté atlantique. Quelques questions de forme le séparent encore de la table du pacte atlantique et de la C.E.D.; en fait, il faut le considérer comme un partenaire de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Bénélux. Et ce partenaire européen ne verra pas les députés socialistes que Guy Mollet invite à voter pour la C.E.D., sera d'autant plus important que la misère de l'Espagne le soumettra plus complètement aux États-Unis. C'est cette prochaine entrée de plein droit dans la communauté atlantique qui est la contrepartie sérieuse des abandons honteux de l'Espagne aux U.S.A. C'est cela que l'on fête à Madrid. C'est en cet honneur qu'un nouveau genre de assassinats, dont on annonce d'avance les résultats, promet trois syndicalistes de la C.N.T. à la mort, et des condamnations de vingt à trente ans de réclusion pour onze autres. Au devoir, ordinaire, de protester solennellement contre ce genre d'assassinat légal, s'ajoute un sens nouveau

qui doit éveiller toutes les consciences attachées aux libertés démocratiques: la justice Franco-Atlantique s'étendra demain à toute l'Europe, si nous n'y mettons pas un frein au plus vite. Si ce sang-là coule, il nous retombera sur la tête. Lire en page 3: « LES VICTIMES DE FRANCO »

ARBITRAIRE ODIEUX CONTRE MESSALI HADJ

ORSQUE le 14 mai 1952 le fondateur du Mouvement National Algérien, Messali Hadj, fut enlevé par la police et déporté à Niort, sa compagne tomba gravement malade, frappée d'une attaque de paralysie. Messali Hadj fut emmené en France sans avoir pu s'arrêter à son chevet. Il y a quelques jours, on apprenait que la santé de la femme de Messali s'était aggravée. En dépit d'une démarche auprès du Ministère de l'Intérieur, le président du M.T.L.D. s'est vu refuser le droit de se rendre à Alger auprès d'elle, et elle est morte sans avoir reçu le compagnon de longues et dures années de luttes, dont elle avait tant de fois été séparée par la prison, le bague ou l'exil. Dès que cette nouvelle a été connue, le Bureau Politique du P.C.I. a adressé, le 3 octobre, au Président du M.T.L.D., le télégramme suivant: Sommes profondément émus de ce que vous frappe, Vous assurons notre solidarité totale contre attitude infâ-

me gouvernement vous empêchant de revoir votre femme vivante. Exigeons une indemnisation pour vous assister enterrement. D'autre part, nous avons adressé au ministre de l'Intérieur, Martiniand, Déplât, une protestation contre cette attitude que vous avez prise en interdisant à Messali Hadj, leader national du peuple algérien, déporté par vous à Niort, de se rendre à Alger au chevet de sa femme agonisante. Mme Messali Hadj est maintenant décédée, sans que, son mari, victime de votre lâcheté aveugle, ait eu le soulagement d'adoucir ses derniers moments par sa présence. Nous voulons croire que, à défaut de l'humanité la plus élémentaire, la crainte de l'opinion publique mondiale, indignée par ces procédés barbares, vous fera accorder immédiatement à Messali Hadj le droit de se rendre aux funérailles de Mme Messali à Alger.

Quinzaine de lutte contre la répression

Extraits d'un appel du M.T.L.D. Le « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques » et le « Comité de soutien des victimes de la répression » organisent, du 4 au 18 octobre 1953, une « Quinzaine de lutte contre la répression, pour la libération des libertés politiques et le retour de Messali Hadj en Algérie ». Depuis des années, une répression sévère s'abat sur le peuple algérien. Les libertés démocratiques sont constamment violées. La liberté d'expression subit de rudes coups: la presse nationale algérienne, et notamment « L'Algérie libre » est saisie ou est en butte à l'arbitraire de l'Administration. La liberté de réunion n'est plus qu'un souvenir. La liberté de vote n'existe pratiquement plus. La liberté d'opinion n'est tolérée que dans la mesure où l'opinion exprimée reflète celle des autorités officielles. L'exercice de la liberté individuelle est constamment contrecarré par l'arbitraire policier. Les Algériens sont arrêtés sans aucun motif, torturés, emprisonnés et condamnés sur la base de dossiers préfabriqués. Le président du M.T.L.D., Messali Hadj, est déporté à Niort. Il a été brutalement arraché à l'Algérie, à (Suite page 2.)

P. C. I. Permanence de la R.P. Chaque jour de 15 à 20 heures

Un aspect de la question de Trieste : Le problème national

Communiqué de « Yago-Presse ». Enceinte italienne. Echanges de notes, mouvements de troupes italiennes et voyages diplomatiques...

frontière ethnique est à tel point brisée et enchevêtrée qu'elle ne résoudra en aucun cas la question. Un premier... italien en Yougoslavie et yougoslave en Italie...

L'Europe Socialiste

(Suite de la première page.) de faire faire des ETATS (GRAS + ARS) dans la majorité gouvernementale d'extrême droite...

L'esquerrie de Guy Mollet s'appuie sur l'aspiration socialiste à l'unification européenne. Cette aspiration est d'autant plus pressante que visiblement les Etats européens étouffent dans leurs frontières économiques...

L'Europe que veulent les socialistes n'a rien de commun avec cela. Elle doit être socialiste, c'est-à-dire ouvrière et si des réunions internationales doivent la préparer...

C'est parce que socialistes et communistes, nous voulons faire l'Europe, celle des Etats socialistes fédérés d'Europe, que nous ferons barrage à l'Europe des magnats des houillères...

Quant au port même de Trieste, la première tâche prioritaire des travailleurs de la ville, ainsi que d'Italie et de Yougoslavie, consiste à en écarter la mainmise des troupes anglo-américaines...

Un programme prolétarien pour la solution de la question nationale et de la question des échanges internationaux, conçu dans le cadre d'un programme des Etats-Unis Socialistes d'Europe...

REMOUS EN GEORGIE

Quelques jours après le bouleversement apporté dans la composition du gouvernement ukrainien, bouleversement qui consacre la nouvelle disgrâce de Manoussaki...

Cette épuratoire d'avril 53 avait frappé Mgueladze, premier secrétaire du Parti géorgien et membre du C.C. du P.C. de l'URSS depuis le XIXe Congrès...

Il n'est pas invraisemblable de penser que la campagne d'automne au Viet-Nam se traduise, pour l'impérialisme français, par de nouveaux désastres. Déastre militaire...

Déastre enfin sur le plan international, où le mythe de l'armée vietnamienne ne résistera pas au premier choc. Mais avec la tranquille inconscience des gouvernements français...

Les victimes de Franco

Cipriano Damiano González. Secrétaire du Comité National de la CNT d'Espagne arrêté le 6 juin et transféré au commissariat de la sûreté nationale de Barcelone...

Emilio Quiñones. Délégué à l'extérieur du Comité National. Il fut atrocement battu pendant deux mois à la vue sequestré et a subi les plus durs interrogatoires...

Enrique Sanz. Arrêté en novembre 1952. Interrogé pendant deux mois. Supplicié. Il se trouve aujourd'hui complètement inutile physiquement.

José Esteve. Accusé de former des organisations interdites et d'être membre de la direction du Syndicat des Spectacles publics attaché à la CNT de Barcelone...

de tous les pays

Au moment où la crise sur la question de Trieste bat son plein le premier ministre grec Papagos et son ministre des Affaires étrangères...

En Iran, les jeux ne sont pas faits

Le procès de Mossadegh marque la fin d'une période de l'histoire de l'Iran. Le coup d'Etat du général Zahedi, soutenu par la réaction nationale...

Américains, aux Français et peut-être à eux-mêmes. Sans doute, on explique en attribuant la relève du corps expéditionnaire par l'armée Bao-Dai...

Et le gouvernement, qui n'a plus pour guide politique que son besoin de dollars, obéit servilement à Washington, qui tient essentiellement à maintenir au Viet-Nam la guerre ouverte...

Le gouvernement de mensonge, d'impudence et de duplicité, servi par des mercenaires las de batailles épuisantes et sans issue...

La Chine a proposé que la république populaire du Viet-Nam participe à la conférence politique sur la Corée en même temps que les représentants des autres pays asiatiques...

Le voyage du maréchal Papagos, invité officiellement pendant la visite de M. Gasperi à Athènes au début de l'année...

La nationalisation des puits de pétrole en 1951 a marqué le départ d'une révolution bourgeoise dont les buts étaient l'indépendance nationale...

Mais échoûtant dans ses projets d'exportation du pétrole, devant faire face au bloc anglo-saxon depuis la succès des républicains aux USA...

Par ailleurs, les élections générales qui devaient avoir lieu prochainement ont été reportées à une date ultérieure.

Epurations et remaniements gouvernementaux en Chine

Le conseil du gouvernement central populaire a tenu dans sa 28e session un certain nombre de nominations nouvelles portant sur des postes gouvernementaux allant jusqu'aux échelons les plus élevés...

YOUgoslavIE

Dans une interview récente accordée à l'agence spéciale de L'Express, Edouard Kardelj vice-président du Conseil Exécutif de la Yougoslavie, déclare entre autres...

BOULE CONTRE LE COURRIER RAPPORT KHROUCHTCHEV. LA résolution du plénum du Comité Central du 25 septembre constitue une attaque de fond contre les embryons de la planification dans l'agriculture...

SUR LE FRONT OUVRIER

Après la Conférence nationale des postiers LES COMITES ET L'UNITE D'ACTION

COLERE LES INSTITUTEURS de l'ARDECHE à l'A.O.P. et leur petit ministre

Un mois après les grèves anti-Laniel vient de se tenir la Conférence d'Unité des P.T.T.

Non publiés dans la presse — y compris « L'Humanité » — les chiffres concernant les délégués sont pourtant éloquentes. Sur 946 mandats, 658 appartenaient à des syndicats C.G.T. et 212 aux inorganisés. En regard, le nombre des Antonines, F.O. et C.F.T.C. était sans commune mesure : 38, 17 et 21. Pourquoi cette énorme disproportion ? Essentiellement parce que, dès la fin de la grève, le Comité régional de coordination a été constitué en adressant presque uniquement aux fédérations pour qu'elles participent à son organisation. Et le communiqué commun C.G.T.-F.N.S.A. fut trop tardif pour que les postiers — ceux de province surtout — puissent se mobiliser sur une idée autre que celle que la F.P.-C.G.T. préparait la conférence seule.

Bien entendu, il faut blâmer les directions F.O. et C.F.T.C. d'avoir dédaigné la tribune de cette conférence. De même est regrettable la faible représentation de la F.N.S.A.

Mais blâmer ne démontre rien. Et, encore une fois, la mise au pied du mur n'est nullement explicite dans la résolution de la conférence. Si le programme d'action, reprendant les revendications de la grève, est proposé comme base à discussion à tous les Syndicats et aux postiers en général, du moins les ouvriers ne peuvent-ils officiellement faire aux fédérations pour qu'elles participent à son organisation. Quels arguments solides offre-t-on ainsi à la minorité F.O. et à celle de la C.F.T.C., qui vient de se battre au congrès de Lyon contre ses dirigeants ?

Seule l'unité de base se trouve préconisée. Et, là encore, les militants F.O. et C.F.T.C., responsables, liés à leurs organisations, ne resteront-ils pas en retrait des Comités dans lesquels la résolution leur demande de venir siéger en parents pauvres sous la direction et le contrôle des délégués élus au suffrage direct par le personnel ? De cette façon, le personnel peut-il conserver son unité et l'action généralisée est-elle possible ?

Car c'est bien les conditions d'une action d'ensemble qu'il s'agit de préparer aujourd'hui. Ce qui a manqué au cours de l'unité d'action généralisée, la direction unique, la démocratie, les perspectives d'action efficace, doit constituer aujourd'hui le militantisme des travailleurs conscients.

La popularisation du programme revendicatif des postiers proposés, l'organisation de la semaine revendicative, à partir du 1er octobre, dans les P.T.T., peuvent être un point de départ pour une agitation d'ensemble de la classe ouvrière à condition que les postiers et tous les travailleurs n'aillent pas s'éparpiller dans de multiples tournantes. A condition que l'unité d'action de toutes les fédérations devienne une perspective ferme ; que son organisation soit juste et clairement comprise.

Qui veut l'unité ? L'ensemble de la classe ouvrière. Qui se déclare pour l'unité ? La C.G.T., les fédérations autonomes, dans l'ensemble et les P.T.T., de fortes minorités à F.O. et à la C.F.T.C., avec des sections locales et départementales entières.

C'est cette situation d'ensemble qui s'exprime dans la formation dite spontanée des comités d'unité d'action locaux. L'axe naturel des comités est donc la réalisation de l'unité d'action à tous les échelons. Vouloir réduire ces comités à un rôle de base pour des actions de base, c'est les condamner à un dépérissement, et fuir, en tant que direction syndicale, ses responsabilités.

Démocratie directe dans les comités ? Comment donc ! Mais aussi parité si l'on ne veut pas étouffer des syndicats et des minorités, leur étouffement consacrant une division de fait.

Pour l'unité d'action à tous les échelons, pour préparer une immense Conférence d'Unité de toutes les corporations — Etats-généraux de la classe ouvrière — la C.G.T., les fédérations autonomes de l'enseignement et des P.T.T., les minorités unitaires fédérales F.O. et C.F.T.C., doivent prendre la responsabilité, en s'appuyant sur les groupes existants, de demander aux autres fédérations syndicales d'organiser maintenant en commun, à tous les échelons, les comités d'unité d'action.

Pour que ces comités aient leur direction, les travailleurs, non seulement élisent les délégués de chaque appartenance ou tendance, mais surtout expriment, jugent et ratifient les décisions d'orientation et d'action des Comités.

C'est cela la démocratie !

Georges MOUGARD.

JEUDEI 24 septembre, le mécontentement gronde dans l'entreprise. Des centaines de travailleurs sont réunis au réfectoire par le cartel intersyndical pour discuter et pour connaître la réponse de la direction sur la revendication de 10 francs. Mais l'autre valait sur les augmentations à venir.

Cette revendication avait été déposée par l'ensemble des travailleurs unis.

La direction qui craint l'unité accorde une augmentation de 7 francs aux OS2 et de 5 francs aux P1.

Les ouvriers se dressent contre cette tentative de division et exigent que soit reçue une délégation syndicale, que la direction refuse d'entendre.

La colère se fait alors plus grande et d'un commun accord, les travailleurs décident de descendre dans la cour et de manifester aux cris de « Nos 10 francs ». Les responsables syndicaux vont frapper à la porte de la direction, qui s'est verrouillée dans son bureau, ne répondant même pas aux membres du conseil d'administration et au chef du personnel qui lui demandent de recevoir les délégués.

La manifestation prend de plus en plus d'ampleur ; les travailleurs envahissent le couloir directorial et frappent à coup de pied et à coup de poing dans la porte.

Les dirigeants syndicaux convoquent un deuxième meeting, au cours duquel ils expliquent le caractère positif de la manifestation, mais qu'on ne peut se lancer dans un mouvement de grève illimitée pour une augmentation de 10 francs. Les travailleurs décident de reprendre le lendemain matin, mais ils ne mettront en application la décision qu'ils ont prise à l'unanimité au cours de l'assemblée générale du lundi précédent. Ils ne feront plus d'heures supplémentaires tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction.

(Correspondant.)

Au hameau de Combs de Vals-les-Bains il y avait une école mixte qui, l'an dernier, fonctionna avec 40 élèves. L'administration sur demande du Conseil municipal, après consultation des organismes paritaires de l'école, a décidé de former de l'école mixte en deux écoles spéciales garçons-filles et pendant les vacances un cloison fut élevée pour partager la très vaste salle de classe.

Au mouvement de septembre dernier, l'instituteur Louis Chaze, arrivant en tête des postulants au barème syndical et administratif fut nommé sans discussion au poste ainsi créé. Mais Louis Chaze, militant communiste, frère d'un conseiller général du P.C.N. n'accepta pas la nomination en 1947 contre le maire actuel de Vals, ne lui plait pas. Ce maire-député s'appelle Ribeyre et est ministre de la Justice. M. Ribeyre a été son collègue Marie que la nomination fut rapportée — ce qui était illégal — puis que le poste ne soit pas ouvert. Le 15 octobre fut convoqué l'administration de l'Education Nationale, la municipalité faisait abattre la cloison toute fraîche...

Les instituteurs de l'Ardecne ont relevé le gant. Dans une série d'appels ils ont affirmé nettement qu'ils ne reculeront pas le front devant leur « petit » ministre de la Justice. Ils ont regroupé autour d'eux l'ensemble des amis de l'Ecole laïque : Fédération des parents d'élèves, C.G.T.-F.O. partis communiste, socialiste et radical. Le 4 octobre, ces organisations ont participé au meeting tenu par le SNI en plein fief de Ribeyre. Enfin la section départementale du S.N.I. a décidé une grève générale d'investissement de 24 heures pour le samedi 10 octobre, cependant que ses représentants aux organismes paritaires donnaient leur démission d'organismes qu'un ministre batoune avec autant de cynisme.

La presse syndicale après la grève générale

La grève générale d'août 53 s'est terminée. Mais les problèmes qu'elle a posés restent vivants dans la conscience des ouvriers et obligent les organisations syndicales à tenter d'y donner une réponse.

La C.F.T.C. (« Syndicalisme ») du 10 au 11 septembre) le fait avec une netteté aiguë : « L'absence d'énergie de la minorité « Reconstruction » devant son manque de courage ».

Or il est évident que la classe ouvrière n'est pas satisfaite. Les réactions d'un grand nombre de camarades dénotent qu'ils espèrent une victoire plus complète, qui se traduit par beaucoup moins par des avantages professionnels, si substantiels soient-ils, que par un retournement d'ordre social que, non sans raison, ils considèrent comme inégalitaire et injuste. Les critiques qu'ils adressent à leur organisation syndicale et que la C.G.T. exploite par les moyens que l'on sait, convergent presque toutes sur le fait que les grèves n'ont pas été conduites jusqu'à leur terme souhaitable, qui, dans l'esprit de la plupart, devait coïncider avec un changement de la politique du pays et des équipes au pouvoir. La suite de cet édito n'est qu'un

long plaidoyer de la direction de la C.F.T.C., qui « s'est refusée à donner son aval aux solutions de désespoir », c'est-à-dire au retournement de cet ordre social incohérent et injuste !

C'est cette même contradiction entre les faits et les paroles qui ressort de l'Ecole Ouvrière (organe de la C.G.T.-F.O., dans son numéro du 1er septembre). On peut y lire dans l'article de Neumeyer :

« ... J'ai eu de suite en conclusion que le gouvernement n'est pas encore orienté vers une solution qui apaise les esprits. Il n'a plus à compter avec les grèves, il croit la tourmente passée et il se laisse aller à des solutions qui ne règleront sans doute pas les conflits qui peuvent surgir à nouveau demain ».

Mais à qui la faute si les travailleurs sont démotivés, si le gouvernement n'a plus à compter avec les grèves ? Evidemment, malgré ces paroles, il faut faire plus un patronat que la résolution de la C.G.T. fédérale dénonce en ces termes (« F.O. » du 24 septembre) :

« L'annonce d'une exécution constante et dénoncée la collusion existante entre l'Etat-Patron et le patronat privé, qui a imposé la décision du gouvernement et indique ainsi qu'il refusera d'aller au-delà d'un salaire de 23.000 francs à la zone 0, pour 200 heures de travail mensuelles ».

Pas par l'unité d'action en tout cas — mais dans un mot n'est-ce dans les articles « leader » du journal. Cependant que l'on laisse aux correspondants le soin de défendre la classe ouvrière, on fait faire comme le fait un nommé G. Tharreau, dans le même numéro :

« L'« Unité » que préconisent les stalinistes consiste à reprendre en main le mouvement ouvrier dans le but de s'en servir à des fins que nous connaissons particulièrement, elle n'a rien à voir avec celle que nous préconisons, qui doit se réaliser à l'intérieur des organisations syndicales... ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

L'affaire déborde largement le cadre des montagnes ardéchoises. On ne saurait mieux indiquer sa signification que celle de M. André Marie, fils de l'appel au personnel lancé par le Bureau de la section départementale de SN.

Cette affaire est un coup de sonde donné par M. Ribeyre pour éprouver sa puissance dans un milieu qu'il ne sent encore ni devoué, ni soumis, ni intimidé. Si nous laissons faire, il continuerait, et ne s'en tiendrait pas à sa commune ; il est aussi Conseiller Général, et Député, et les Maires qui peuvent se dire ses amis en bonnet le torse et sont tentés d'éprouver la puissance que cette amitié leur confère. Comme de M. André Marie, qu'ils ne sont pas les amis de l'instituteur, vous voyez la suite. Le cas s'est d'ailleurs déjà produit, mais M. Ribeyre ne s'en est pas senti de forcé à mener l'attaque contre les libérés sur plusieurs fronts et le Maire du petit village seul, et n'ayant pas ses entrées au sein de M. André Marie, il n'a pu obtenir le déplacement de l'instituteur.

Depuis quelque temps, l'Eglise et le Gouvernement accentuent leur pression contre l'Ecole laïque et contre nos libérés. Plus que jamais il faut réagir. Mais ce n'est pas tant de faire l'écart en pensant à celui qui se tient à l'écart que nous épargnera. C'est peut-être sur lui que tombera le prochain coup.

Cette mesure cadre d'ailleurs très bien avec une politique d'ensemble caractérisée par la réforme administrative. Si les instituteurs étaient sous la dépendance du Préfet, il serait bien plus facile à l'importe quel Maire influent d'arrêter à temps telle ou telle mesure. L'affaire Chaze précise, encore plus qu'auparavant, et nous devons montrer que nous saurons nous dresser contre ces mesures réactionnaires. L'affaire Chaze nous avertisse que nous aurons peut-être d'autres moyens d'action à envisager.

CORRESPONDANT.

Prochain congrès du Syndicat C. G. T. - Renault

Le 17 et le 18 octobre aura lieu le congrès du syndicat Renault de la C.G.T.

Il ne fait aucun doute que le mouvement d'août 53 imprègnera considérablement l'atmosphère de ce congrès indépendamment de l'ordre du jour fixé qui n'a pas encore été rendu public.

Le fait même que cet ordre du jour ne soit pas encore révisé dénote de la part du Secrétariat du Syndicat, une inquiétude et une méfiance profonde vis-à-vis des militants. En effet, alors que jusqu'ici, les divergences couvaient à l'état latent, les derniers mouvements ont accéléré la crise à l'intérieur de l'appareil syndical et cela s'est traduit par un immobilisme farouche des militants, à l'époque, devant les directives à courte vue de la direction du syndicat.

Les mots d'ordres, incohérents et dérisoires de Laniel : « Une journée de grève, c'est bien, 2 ou 3 heures de grève, c'est bien aussi... organiser des concours de belote laissez réfléchir chacun sur la nécessité de faire la grève, etc. », n'ont pas été compris et n'ont pas été suivis dans certains secteurs de l'usine. Dans d'autres secteurs on a même vu des manifestations de violence de lutte qui ne devaient rien, bien au contraire, aux directives de piétinement du syndicat C.G.T.

D'autres indices plus importants encore, puisqu'ils révèlent une opposition ouverte et déclarée au secrétariat et à tout l'appareil bureaucratique de la C.G.T., laissent supposer que les travaux de ce congrès ne suivront pas le cours habituel et ne se dérouleront pas d'une manière aussi serena, idyllique, et qu'ils ne se conclueront pas par des résolutions telles que les bureaucrates les souhaitent, comme les années antérieures.

Les problèmes de la confrontation des différentes expériences des corporations en lutte, de la préparation des prochains combats, le problème

de la lutte politique s'imposeront d'eux-mêmes à l'ordre du jour de ce congrès.

Si les militants en opposition avec la direction coordonnent leurs efforts, alors ce ne sont pas seulement des

A la S.O.M.

Petites largesses et grandes menaces

Au cours de la grève d'août, les métallos de la S.O.M. étaient aussi entrés dans l'action, et la direction avait lockouté les grévistes.

Mais devant leur détermination elle avait dû promettre une augmentation de salaires. Nous venons de voir sa généralité : 1,5 %, c'est tout ce qu'elle peut accorder, et encore, pour les 0,50 % a-t-elle balancé pendant plus de trois semaines.

Mais le mouvement lui a fait peur, et elle ne veut plus comme ouvrir des individus qui peuvent troubler la bonne atmosphère intérieure de l'usine. Premier acte, elle filtre très sévèrement les embauchages et a licencié, en l'espace de quinze jours, deux ouvriers en période d'essai, parce qu'ils avaient été bénéficiaires d'une autre usine. Elle a même osé ajouter : « Vous êtes un bon professionnel, vous trouvez facilement du travail ailleurs ». Les ouvriers ont manifesté une grande indignation, mais aucune action n'a pu cependant avoir lieu.

Mais que la direction ne se trompe pas : les ouvriers n'oublient pas, ils comparent son attitude à celle qu'il fut la semaine pendant les grèves d'août 53. Ils connaissent le chemin pour la rendre moins arrogante.

(Correspondant.)

critiques qui seront formulées, vis-à-vis du dernier mouvement, mais un nouveau programme d'action qui sera imposé au secrétariat, qui se traduira traduit beaucoup moins par des avantages professionnels, si substantiels soient-ils, que par un retournement d'ordre social que, non sans raison, ils considèrent comme inégalitaire et injuste. Les critiques qu'ils adressent à leur organisation syndicale et que la C.G.T. exploite par les moyens que l'on sait, convergent presque toutes sur le fait que les grèves n'ont pas été conduites jusqu'à leur terme souhaitable, qui, dans l'esprit de la plupart, devait coïncider avec un changement de la politique du pays et des équipes au pouvoir. La suite de cet édito n'est qu'un

long plaidoyer de la direction de la C.F.T.C., qui « s'est refusée à donner son aval aux solutions de désespoir », c'est-à-dire au retournement de cet ordre social incohérent et injuste !

C'est cette même contradiction entre les faits et les paroles qui ressort de l'Ecole Ouvrière (organe de la C.G.T.-F.O., dans son numéro du 1er septembre). On peut y lire dans l'article de Neumeyer :

« ... J'ai eu de suite en conclusion que le gouvernement n'est pas encore orienté vers une solution qui apaise les esprits. Il n'a plus à compter avec les grèves, il croit la tourmente passée et il se laisse aller à des solutions qui ne règleront sans doute pas les conflits qui peuvent surgir à nouveau demain ».

Mais à qui la faute si les travailleurs sont démotivés, si le gouvernement n'a plus à compter avec les grèves ? Evidemment, malgré ces paroles, il faut faire plus un patronat que la résolution de la C.G.T. fédérale dénonce en ces termes (« F.O. » du 24 septembre) :

« L'annonce d'une exécution constante et dénoncée la collusion existante entre l'Etat-Patron et le patronat privé, qui a imposé la décision du gouvernement et indique ainsi qu'il refusera d'aller au-delà d'un salaire de 23.000 francs à la zone 0, pour 200 heures de travail mensuelles ».

Pas par l'unité d'action en tout cas — mais dans un mot n'est-ce dans les articles « leader » du journal. Cependant que l'on laisse aux correspondants le soin de défendre la classe ouvrière, on fait faire comme le fait un nommé G. Tharreau, dans le même numéro :

« L'« Unité » que préconisent les stalinistes consiste à reprendre en main le mouvement ouvrier dans le but de s'en servir à des fins que nous connaissons particulièrement, elle n'a rien à voir avec celle que nous préconisons, qui doit se réaliser à l'intérieur des organisations syndicales... ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

« Les comités de grève — qu'ils soient d'entreprise, régionaux, ou corporatifs, seront dirigés eux-mêmes, par un Comité National de Grève. Ce que le C.G.T., se transformant en comité de grève pendant les luttes, devront voir leurs actions coordonnées par un Comité Central de Grève élu. ».

TUNISIE

(Suite de la première page.)

peuples asservis. Ils doivent se souvenir que les compromis passés par leurs organisations avec la bourgeoisie ou une fraction de celle-ci se sont toujours fait sur les dos des peuples coloniaux. Il en a été ainsi en 1938 et après la libération. Conservant les intérêts de quelques colons, la bourgeoisie a pu dans tous les cas conserver ses forces et prendre sa revanche sur les ouvriers français. Uni aux peuples coloniaux en lutte, le prolétariat français pourra frapper le capitalisme sur tous les fronts. Mais cette union ne sera possible que lorsque les peuples d'outre-mer — tant de fois trahis et toujours victimes — reprendront confiance en lui ; que si la classe ouvrière définit un programme, sans compromis, sans équivoques, où le mot « indépendance » brillera dans toute sa clarté. J. G.

Chaque mois, lisez
LA VERITE
Renault

Le gérant : Pontanel.
Société Parisienne d'Impression
4, rue Baudouin, - PARIS (IX)